



**Évacuation des salles de rédaction :** absence de plan d'urgence avec des directives pour l'évacuation et la prévision de lieux de transfert des opérations en cas de catastrophe.



**Couverture médiatique obsolète :** l'absence de couverture systématique du changement climatique rend difficile la perception des risques et la mise en œuvre d'une politique de résilience.



**Crise financière et structurelle :** équipes limitées, budgets insuffisants et, par conséquent, plus grande vulnérabilité face aux impacts matériels et opérationnels.



**Conditions d'embauche précaires :** des professionnels mal rémunérés, sans droit du travail, taux de rotation élevé et manque de formation systématique augmentent leur vulnérabilité.



**Journalistes sans spécialisation :** le manque de qualification en matière de gestion des risques et de changement climatique rend difficile la compréhension du contexte, l'identification des sources pertinentes et la perception des dangers imminents.



**Dépendance excessive à l'égard des sources officielles :** ce manque de diversification des sources rend difficile l'analyse de la complexité que la couverture exige pour générer plus de sensibilisation sociale aux risques et aux actions nécessaires pour y faire face.



**Culture journalistique de l'événement immédiat :** en n'abordant pas les causes structurelles et la prévention, une couverture insuffisante contribue à mettre en difficulté la société et de l'écosystème de l'information lui-même.



**Désinformation :** en temps de crise, la désinformation peut créer ou amplifier des situations qui exposent ou rendent plus vulnérables les personnes ou les lieux, par exemple, avec l'utilisation erronée de termes en matière de conditions météorologiques. Si l'on se réfère à un cyclone lors d'intempéries, la population se prépare à un événement différent de celui prévu.